Nardjes Asli sur le banc des accusés pour avoir dénoncé un laisser-aller grave

Le directeur du CHU Mustapha refuse d'assumer ses responsabilités

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4862 - Jeudi 22 août 2019 — Prix : 10 DA

Hadj 2019

22 pèlerins algériens décédés

Page 24

Les boulangers en congé annuel pour la plupart

Les citoyens sillonnent la capitale pour une baguette de pain

Page 2

L'expansion économique, une croyance bien ancrée aux Etats-Unis

Par Mohamed Habili

Aux Etats-Unis, l'opinion dominante n'en est pas toujours pas à admettre que la Grande Récession, censée avoir pris fin en 2009, est de retour, à supposer bien sûr qu'en en soit jamais sorti, mais elle s'en est beaucoup rapprochée ces derniers jours. D'ici qu'elle franchisse ce qui reste de chemin à parcourir, il n'y a peut-être pas loin. Un grand pas en ce sens vient cependant d'être accompli par le président américain lui-même, qui tout en niant que l'économie américaine soit déjà en récession, a néanmoins reconnu qu'il envisage sérieusement la baisse des prélèvements sur les salaires en vue de donner un supplément de pouvoir d'achat aux ménages américains. Il faut savoir que pour Donald Trump l'économie américaine ne se porte pas seulement bien, elle se porte merveilleusement bien. Que bien loin de se contracter, comme cela se dit aujourd'hui, elle poursuit son expansion. Celle-ci est censée avoir commencé en 2009, donc quelques mois seulement après la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers de septembre 2008. Il n'est pas le seul à croire dur comme fer à cette légende en temps de réel. S'il y a quelque chose sur quoi la majorité des démocrates et des républicains sont d'accord, c'est bien sur ce point, qui pourtant ne résiste guère à l'analyse.

Suite en page 3

Karim Younès a rencontré le président de Talaie El Houriyet

Benflis : «Les présidentielles, le chemin le moins risqué pour une sortie de crise»

● Instance de dialogue et médiation/Karim Younès aujourd'hui chez Djilali Sofiane

Ph/D. R.

Lors d'une conférence de presse, à l'issue de sa rencontre avec le panel de Karim Younès, le président de Talaie El Houriyet, Ali Benflis, a appelé au départ immédiat du gouvernement Bedoui qui constitue l'obstacle essentiel du blocage politique que connait le pays. Lire page 3

Brahim Ghali à la chaîne Al Hurra

Les manœuvres marocaines à Guerguerat menacent la sécurité de toute la région

Page 3

Concert-événement aujourd'hui à Alger

Soolking, le retour de l'enfant prodige

Page 13

Nardjes Asli sur le banc des accusés pour avoir dénoncé un laisser-aller grave

Le directeur du CHU Mustapha refuse d'assumer ses responsabilités

■ *Malades allongés sur un brancard au milieu des couloirs dans l'indifférence générale, des blouses blanches aux abonnés absents, manque d'hygiène... des conditions sanitaires plus que déplorables qui font de nos établissements de santé un véritable danger, aussi bien pour les malades que pour le personnel soignant.*

Par Meriem Benchaouia

PhD. R.

Nos concitoyens se font traiter dans des conditions souvent exécrables. Le phénomène n'a pourtant rien de nouveau. Cela fait des années que patients et praticiens dénoncent l'insalubrité et la mauvaise prise en charge dans les hôpitaux publics. Mais la situation trouve désormais un écho plus important sur les réseaux sociaux, grâce au courage d'une internaute qui a diffusé une vidéo qui fait froid dans le dos pour dénoncer la situation. En effet, Nardjes Asli avait fait un live sur sa page Facebook, montrant un sans-abri malade, délaissé au Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha d'Alger. Elle a dénoncé l'état dans lequel se trouvait ce patient, Mohamed, 56 ans, abandonné depuis 6 jours dans les couloirs du CHU, sans aucune prise en charge médicale. Résultat : elle a été arrêtée par la police puis relâchée. Elle est accusée de «*diffamation*» et d'avoir «*filmé dans un lieu public sans autorisation*» suite à une plainte déposée par le directeur de cet établissement hospitalier. «*Grâce à votre mobilisation extraordinaire, Nardjes Asli à quitter le commissariat du 8e arrondissement tard dans matinée. On lui a demandé de signer un deuxième PV où on a ajouté le flagrant délit. Elle a refusé de signer. On lui a expliqué qu'elle allait recevoir une convocation pour comparaître devant le procureur. Par contre, son téléphone portable est toujours confisqué par la police*», peut-on lire sur la page facebook Fares Kader Affak, président de l'association «Le cœur sur la main». Dans la vidéo, la bénévole de l'association «Le cœur sur la main» montre l'état désastreux du patient avant d'interroger son épouse aux yeux cernés et au visage portant les traces d'une grande fatigue. Tenant à faire part de son mécontentement et révélant d'une voix déjà assez faible mais qui laisse pourtant vibrer une certaine indignation, l'épouse a fait savoir que depuis une semaine ils attendent dans ce couloir sans qu'aucun médecin ne s'en occupe. Les problèmes et les dysfonctionnements que vit cette structure, en l'occurrence le CHU Mustapha-Pacha, ne sont pas inhérents au manque de moyens, mais résultent bien d'une mauvaise gestion. En effet, cet établissement qui accueille des milliers de patients et visiteurs par jour se trouve dans un état lamentable. L'hôpital ne répond plus aux besoins des citoyens. Mais au lieu de prendre des mesures sévères contre les responsables et de revoir sa stratégie de gestion, la direction de l'hôpital a déposé plainte pour diffusion de vidéo de l'intérieur de son établissement sans autorisation préalable. C'est inconcevable, inadmissible. Une absence totale de stratégie ou mesures de la part de ce responsable pour apaiser le malaise que subissent les patients au sein des hôpitaux et pour faire face à l'anarchie qui y règne. Le devoir d'un responsable est de veiller à l'application de la loi et au respect et à la dignité des personnes, être au chevet des patients et pas dans les commissariats. Un directeur, c'est censé fournir les meilleures conditions ainsi que les meilleurs moyens pour accueillir des personnes déjà maldes et qui souffrent encore davantage de cette situation d'abandon. Il doit pouvoir sévir, sanctionner et participer à l'essor et au développement de son établissement. C'est son devoir. Il doit comprendre que les malades ne cherchent rien, hormis une prise en charge, les traiter, les accompagner, les soutenir physiquement et psychologiquement.

M. B.

Les boulangers en congé annuel pour la plupart

Les citoyens sillonnent la capitale pour une baguette de pain

En ce mois d'août «*comme le veut la tradition !*», les Algérois peinent à trouver du pain. Et pour cause, la plupart des boulangers sont en congé annuel et ont fermé leurs commerces. Les seuls ouverts sont pris d'assaut par les citoyens, en témoignent, chaque jour, les files d'attente qui n'en finissent pas devant les boulangeries. Le pain traditionnel et industriel reste ainsi la seule solution pour les ménages en ce moment. En effet, la plupart des boulangers prennent leurs congés dès le début du mois d'août. Cette situation pénalise les citoyens qui se voient obligés d'aller chercher le pain dans des quartiers voisins. Cette année, à peine le mois de ramadhan passé, le pain, pourtant incontournable pour la famille algérienne est devenu une denrée rare. Devant les quelques boulangeries ouvertes, les files d'attente n'en finissent pas. Une scène devenue quotidienne depuis le début du mois d'août. Des femmes, des enfants, des jeunes et des moins jeunes, tout le monde attend la fameuse baguette de pain. Une forte demande que les rares boulangers n'ayant pas encore pris de congé n'arrivent pas à satisfaire. La rareté du pain affecte tous les quartiers algérois, et dès le matin, tout le monde va à sa recherche. Une

mère de famille, la quarantaine, nous confie que c'est le souci qu'elle a chaque jour, celui de trouver encore du pain chez le boulanger encore ouvert. «*Parfois, j'arrive à avoir mes trois baguettes de pain, mais en ce moment elles se commercialisent vite car c'est le seul boulanger ouvert durant ce mois d'août et les habitants des quartiers voisins viennent chez lui pour s'approvisionner*». Un homme âgé de 30 ans, faisant la chaîne devant un boulanger de Bab El Oued, nous dira : «*Chaque mois d'août c'est le même scénario qui se répète. Tous les boulangers baissent rideau et les seuls qui restent ouverts sont pris d'assaut par les citoyens des différents quartiers voisins*». Un habitant d'Alger-Centre, croisé au niveau de l'avenue Pasteur, nous confie : «*En allant acheter le pain chez mon boulanger à l'avenue Pasteur, j'ai trouvé une file interminable. Des personnes sont venues des autres quartiers car leurs boulangeries étaient fermées. Mais arrivé devant la caisse, il n'y en avait plus*». De leur côté, certains boulangers tentent de tirer bénéfice de cette situation en vendant la baguette à 30 DA au lieu de 10 DA. «*C'est du pain de semoule non pas de farine, c'est pour ça qu'on l'affiche à 30 DA*», se défend l'un d'eux.

Gaspillage du pain : les poubelles, témoin de l'incivisme des Algériens

En outre, bien qu'ils soient pénalisés par la rareté des boulangers ouverts et du pain durant cette période, les Algériens arrivent d'une manière ou d'une autre à gaspiller le pain qu'ils ont eu du mal à trouver. En effet, ce n'est un secret pour personne, les Algériens gaspillent trop. Durant toute l'année, les poubelles regorgent de nourriture, de pain notamment. Cette situation alarmante est l'image de l'ignorance du danger et l'impact du gaspillage sur le plan économique du pays et preuve concrète de l'incivisme des consommateurs algériens. A Alger surtout, le gaspillage bat son plein. L'Algérien gaspille trop et semble ignorer l'impact négatif qu'a cette habitude néfaste sur l'économie du pays, sur l'environnement, le tourisme, car ce n'est pas beau à voir des bennes à ordures qui débordent à chaque coin de rue.

Thinhinene Khouchi

Karim Younès a rencontré le président de Talaie El Houriyet

Benflis : «Les présidentielles, le chemin le moins risqué pour une sortie de crise»

■ Lors d'une conférence de presse, à l'issue de sa rencontre avec le panel de Karim Younès, le président de Talaie El Houriyet, Ali Benflis, a appelé au départ immédiat du gouvernement Bedoui qui constitue l'obstacle essentiel du blocage politique que connaît le pays.

Louiza Ait Ramdane

Ph/D. R.

«*Comment voulez-vous convaincre le peuple algérien d'aller vers les présidentielles, alors qu'un symbole essentiel de 5 mandats est toujours à la tête du gouvernement*», s'est interrogé M. Benflis qui estime qu'«*il faut la démission du gouvernement pour faciliter le chemin vers la présidentielle*». L'Instance de médiation et de dialogue a été reçue hier, par le parti d'Ali Benflis, Talai El Houriat. Une rencontre qui a permis à Benflis d'expliquer à Karim Younès l'approche de son parti pour une sortie de crise et de poser ses conditions pour la réussite du dialogue et la tenue des élections.

Au menu de la rencontre, «*un large échange de vues autour de la démarche du dialogue national, du cadre dans lequel il s'inscrit et des objectifs qu'il se fixe*», et «*l'option de la tenue d'une élection présidentielle et des modalités d'organisation d'un scrutin irréprochable et irrécusable qui recueille l'adhésion populaire, comme prélude à la solution de la crise*», indique Talaie El Houriyet dans un communiqué, publié à l'issue de la rencontre. M. Benflis a réitéré «*le ferme attachement*» de son parti au «*dialogue national comme instrument privilégié de règlement de la crise du régime*». Il a apporté son soutien au panel dans «*sa démarche, du cadre et des finalités du dialogue national*.» M. Benflis a estimé que le dialogue doit satisfaire «*les demandes légitimes de la révolution démocratique pacifique qui vont dans le sens de la nécessaire modernisation politique du pays et de la transformation de l'Etat national en Etat de droit*.» Il a exprimé «*sa conviction*» que l'élection présidentielle est «*la voie la plus réaliste, la moins longue, la moins risquée et la moins coûteuse pour le pays aux plans politique, sécuritaire, économique et social*». Mais, Benflis conditionne la réussite de cette démarche par la «*réunion des conditions politiques, institutionnelles et légales et un environnement favorable, pour la tenue d'un scrutin permettant, pour la première fois, au peuple algérien, d'exercer librement le choix de son président de la République sans que sa volonté ne soit dévoyée*.» Pour la réussite du dialogue et la tenue de l'élection présidentielle, M. Benflis a posé quatre conditions. La première est « la création d'un environnement apaisé pour le succès du scrutin par l'adoption de mesures de confiance et d'apaisement et des signaux forts de la part des autorités quant à la volonté de garantir la régularité, la transparence et l'intégrité du scrutin». La deuxième est le «*départ du gouvernement en place, devenu un facteur important dans l'impasse actuelle, un obstacle au déroulement confiant et serein du dialogue national et une entrave sérieuse à la bonne gestion des affaires publiques et son remplacement par un gouvernement de compétences nationales pour gérer les affaires courantes.*» La troisième est la création d'une «*autorité électorale indépendante ad hoc*» investie de l'intégralité des prérogatives afférentes à la préparation, à l'organisation et au contrôle du processus électoral présidentiel qui prenne en charge l'ensemble du processus électoral depuis la révision des listes électorales jusqu'à la proclamation des résultats. Et la dernière condition, selon Benflis, est «*la révision de la législation électorale actuelle pour supprimer les niches de la fraude, combler les lacunes, revoir l'architecture de l'encadrement du processus électoral, lever les entraves au libre choix de l'électeur et garantir un scrutin impartial, régulier et transparent*».

Par ailleurs, Ali Benflis a expliqué «*ses réserves quant à l'option «Constituante» à propos de laquelle il a relevé les risques qu'elle ne multiplie les impasses, qu'elle prolonge indûment la durée de la crise et qu'elle aboutisse à son extension et à son exacerbation*.» Aussi, il a estimé que «*le changement de régime politique, la transition démocratique et l'élaboration d'une nouvelle Constitution pour la République, pourront être pris en charge dans un mandat de transition que le peuple algérien confiera au prochain président de la République*.» Pour rappel, dans sa série de rencontres avec les partis politiques, l'Instance de dialogue a rencontré avant-hier, le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid, qui a tenu à signaler l'importance d'associer toutes les franges de la société au processus de dialogue en vue de parvenir à un consensus national garantissant l'organisation d'une élection présidentielle «*transparente et régulière*».

L. A. R.

Instance de dialogue et médiation

Karim Younès aujourd'hui chez Djilali Sofiane

POURSUIVANT son processus de concertation entamé avec les partis et autres formations politiques, Karim Younès, coordinateur du panel de médiation et dialogue sera l'hôte de Djilali Sofiane, président du parti Jil Djadid.

«*Dans le cadre des rencontres avec les partis politiques initiées par l'Instance nationale pour médiation et dialogue, nous vous informons que son coordinateur monsieur Karim Younès, rencontra ce jeudi 22 août 2019, le président du parti Jil Djadid monsieur Djilali Sofiane, au siège du parti situé à Zéralda, à 15 h00*», a en effet annoncé l'instance de Karim Younès dans un communiqué publié hier sur sa page Facebook. A ce propos, le président de Jil Jadid, qui avant-hier avait confirmé ce rendez-vous, a fait savoir que le panel de médiation et de dialogue lui a demandé de le rencontrer. «*Nous ne pouvons pas refuser la demande de ceux qui veulent nous rendre visite, et nous allons écouter la délégation qui veut peut-être expliquer sa méthodologie*», a-t-il déclaré à ce propos. Toutefois, soulignant l'attachement de son parti aux mesures d'apaisement contenues dans la plateforme de Ain Benian, qui a été adoptée le 6 juillet dernier par des partis de l'opposition, des personnalités et des associations de la société civile, il dira que cette «*rencontre formelle*» avec l'Instance de Karim Younès «*ne signifie pas l'acceptation du dialogue et son implication dans ce processus*».

Lynda N.

Brahim Ghali à la chaîne Al Hurra

Les manœuvres marocaines à Guerguerat menacent la sécurité de toute la région

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a mis en garde le régime marocain contre la poursuite de ses tentatives de changer le statu quo dans la zone tampon Guerguerat, soulignant que «*la violation de l'accord de cessez-le-feu conclu sur cette zone peut provoquer un conflit armé qui menacerait la sécurité de toute la région*». S'exprimant dans un entretien accordé à la chaîne TV américaine Al Hurra, diffusé avant-hier soir, le président sahraoui a mis en garde le régime marocain contre la poursuite de ses tentatives de changer le statu quo dans la zone tampon Guerguerat, dénonçant la violation marocaine de l'accord de cessez-le-feu de 1991 conclu à cet effet. Rappelant l'illégalité de la route érigée par le régime marocain dans cette zone pour faire acheminer vers des pays africains des ressources naturelles sahraouies pillées, le président de la RASD a indiqué avoir saisi le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres et le Conseil de sécurité pour mettre fin à ce problème. «*Nous avons clairement exprimé auprès du SG de l'ONU notre préoccupation quant aux manœuvres marocaines visant à transgresser l'accord de cessez-le-feu sur cette zone. C'est de la responsabilité du Conseil de sécurité de faire face à ce problème qui risque d'être une source de tension et une bombe qui pourra exploser à tout moment. Probablement, ça sera une des causes qui enflammera toute la région*», a-t-il averti. Assurant que le régime marocain a manqué de respect envers la communauté internationale à travers ses agissements, il a appelé le Conseil de sécurité à agir de «*manière décisive*» face à cette situation. En l'absence d'une réaction ferme de l'ONU, M. Ghali n'a pas exclu le recours aux armes, soutenant que le peuple sahraoui ne peut se taire devant de «*tels dépassements récurrents*» commis par les autorités du régime marocain.

Linda N.

LA QUESTION DU JOUR

L'expansion économique, une croyance bien ancrée aux Etats-Unis

Suite de la page une

Lorsque les démocrates étaient au pouvoir, du temps d'Obama, ils ne disaient pas autre chose. Ils ne trouvaient pas anormal que cette expansion soit soutenue par une stimulation monétaire d'une ampleur sans précédent dans l'histoire. Tout en continuant de croire, ou plus exactement d'affecter de croire, que l'expansion commencée bien avant Trump se poursuit, en quelque sorte malgré Trump, ils semblent disposés à reconnaître qu'elle passe néanmoins par une phase de ralentissement, due essentiellement à la guerre commerciale avec la Chine. Trump donne le sentiment de le penser aussi. La baisse fiscale sur les salaires qu'il projette a pour but évident de compenser la hausse des taxes sur les produits chinois. Comme il ne peut pas annuler ces hausses de taxes sans se déjuger, et plus grave encore sans reconnaitre qu'il a perdu la guerre commerciale, il voit là le bon moyen d'annuler leurs effets négatifs sur le portefeuille des Américains. Trump, comme chacun a pu le constater, est très attentif à tout ce qui est susceptible de compromettre sa réélection en novembre de l'année prochaine. On sait qu'il a déjà reporté à décembre la mise en œuvre de nouveaux tarifs sur des produits chinois. Tel que cela se présente, il pourrait bien être amené à ne jamais les appliquer. L'une des raisons, et peut-être la principale, en est qu'il ne pourra probablement pas convaincre la Chambre des représentants, dominée par les démocrates, de voter cette baisse de l'impôt sur les salaires. Encore que la plus grande opposition à cette baisse puisse venir de son propre camp, idéologiquement très peu porté en effet à faire des concessions aux salariés. Ne resterait plus alors qu'une nouvelle baisse portant sur les gains du capital. Ce dont ne voudrait pas non plus les démocrates, qui, n'est-ce pas, ne sont pas là pour faciliter sa réélection. Cela dit, cette idée de baisse fiscale en matière salariale n'est qu'un pis-aller pour lui. La bonne solution pour lui, ce serait une relance par une baisse des taux d'intérêt. Il n'arrête d'ailleurs pas de tarabuster Jerome Powell, le président de la Fed, pour l'amener à les réduire de façon drastique, eux qui pourtant sont déjà à un niveau historiquement bas.

M. H.

Scouts musulmans algériens/Alger

20 août 1955/1956, deux dates charnières dans l'histoire de la Révolution

Le Commissaire des Scouts musulmans algériens (SMA) pour la wilaya d'Alger, Rachid Boudina, a affirmé, avant-hier, que la célébration de la Journée nationale du moudjahid coïncidant avec le double anniversaire du 20 août (l'offensive du Nord-Constantinois en 1955 et le congrès de la Soummam en1956) «est une opportunité pour commémorer deux dates charnières dans l'histoire de la guerre de Libération».

Par Zineddine L.

L'offensive du Nord-Constantinois en 1955, dirigée par le chahid Zighout Youcef, est une halte «*décisive*» dans l'histoire de la guerre de Libération, car elle a «*atteint ses objectifs politiques et militaires et confirmé la synergie entre le peuple algérien et les dirigeants de la Révolution*», a déclaré M. Boudina à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du moudjahid, en présence du wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda, et des membres de la famille révolutionnaire. L'offensive du Nord-Constantinois a confirmé la force de la Révolution et son enracinement au sein du peuple algérien qui «*a fait bloc autour de ses objectifs*», a-t-il rappelé, soulignant «*le grand succès que cela a apporté à la Révolution face à la propagande et aux plans du colonialisme français, à l'intérieur du pays, en France et au niveau international, visant son avortement et son isolement*».

Après avoir rappelé que cette offensive a permis de briser le blocus qui frappait la Wilaya I historique et «*enregistré un succès militaire*», M. Boudina a évoqué les représailles «*barbares de l'armée française à travers les larges campagnes d'arrestation et les exactions ayant ciblé des milliers de civils algériens, outre les bombardements terrestres et aériens contre les villages*». Le nombre des victimes des représailles du colonisateur français avait atteint les 12 000 chouhada, a-t-il dit, ajoutant que la plus horrible exaction fut le massacre collectif perpétré le lendemain contre des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants rassemblés au stade de Philippeville (nom colonial de Skikda). Le congrès de la Soummam, organisé le 20 août 1956 à Ifri (Béjaïa) dans la Wilaya III historique, constitue une halte «*importante et décisive*», en ce sens qu'il a permis, a-t-il poursuivi, de doter la Révolution d'une plateforme et d'une idiologie et de mettre en place son cadre organisationnel. A cette occasion, le wali et la délégation l'accompagnant (membres de la famille révolutionnaire, représentants d'associations de la société civile et jeunes scouts) se sont recueillis à la mémoire des martyrs au cimetière des Chouhada des Eucalyptus où «la Fatiha» a été récitée et une gerbe de fleurs déposée.

Z. L.

Musée du moudjahid de la Wilaya V historique

Ces deux dates, un tournant décisif dans le combat du peuple algérien

Le 20 août 1955 et le 20 août 1956 représentent deux dates charnières dans la lutte du peuple algérien pour le recouvrement de la souveraineté nationale, ont indiqué, avant-hier à Tlemcen, les historiens Abdelmoumene Brahim et Touileb Abdallah. Animant une conférence au siège du Musée du moudjahid de la Wilaya V historique à l'occasion de la commémoration du double anniversaire du 20 août, les deux universitaires, Abdelmoumene Brahim de l'université d'Oum El Bouaghi et Touileb Abdallah de l'université de Saida, ont rappelé ces deux dates historiques qui ont marqué un tournant décisif dans le combat mené par le peuple algérien. Quelques mois après le déclenchement de la guerre de Libération, Zighout Youcef et son adjoint Lakhdar Bentobal avaient lancé une offensive de grande envergure contre plusieurs objectifs militaires coloniaux situés dans le Nord-Constantinois avec la participation de milliers de citoyens, notamment des fellahs, aux côtés des moudjahidine de l'ALN, ont rappelé les conférenciers. Cette offensive a été suivie par une violente répression qui avait fait quelque 12 000 morts parmi les civils algériens, a précisé la même source. Cette offensive et la répression qui s'en est suivie ont constitué un véritable tournant dans la lutte parce qu'elles ont non seulement donné à la révolution un caractère populaire mais ont également fait basculé les couches moyennes algériennes dans la lutte armée et des dirigeants politiques, toutes tendances confondues, dans les rangs du FLN et elles ont réussi à attirer l'attention de l'opinion internationale sur la question algérienne ce qui s'est matérialisé par son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblé générale de l'ONU le 30 septembre 1955 , a-t-on souligné. Les conférenciers se sont étalés ensuite sur les objectifs du congrès de la Soummam qui s'est tenu le 20 aout 1956 et son impact sur le devenir de la guerre de Libération nationale. Ce congrès, ont-ils tenu à rappeler, a constitué l'acte majeur structurant la Révolution algérienne. La commémoration de ce double anniversaire à Tlemcen a permis aux autorités locales civiles et militaires de la wilaya de Tlemcen d'honorer des familles de chouhada de la région, de jeunes sportifs ainsi que des journalistes et correspondants locaux.

Imène N.

Structure militaire située à Canastel, à l'est d'Oran

Le 12e régiment d'artillerie côtière baptisé du nom du chahid Frendi Mohamed

Le 12e régiment d'artillerie côtière de la deuxième Région militaire (2e RM) a été baptisé, mardi à Oran, du nom du chahid Frendi Mohamed, appelé «Si El Bachir», en présence de la famille du martyr et de représentants de la famille révolutionnaire. L'opération de dénomination de cette unité militaire, située à Canastel (est d'Oran) a eu lieu au cours d'une cérémonie supervisée par le général Chaâlal Abdelaziz, commandant de la Façade maritime Ouest de la 2e RM. Elle intervient conformément aux décisions du haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), portant dénomination des différentes structures de l'armée aux noms des martyrs et moudjahidine de la glorieuse Révolution et ce, en commémoration de la Journée nationale du moudjahid. Le général Chaâlal a loué, à l'occasion, les sacrifices des martyrs de la glorieuse guerre de Libération «*qui ont pleinement rempli leur devoir*», soulignant que «*c'est par devoir et fidélité à leurs sacrifices que nous devons emprunter le même chemin. Cette opération de dénomination des structures de l'ANP aux noms des valeureux martyrs et moudjahidine est non seulement un grand honneur, mais aussi une responsabilité majeure qui exige de nous d'être à la hauteur de leurs sacrifices, en particulier pour préserver la sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Algérie*». De son côté, le commandant du 12e régiment d'artillerie côtière, le colonel Belzekour Hocine, a exprimé sa fierté de voir cette unité militaire porter le nom du chahid Frendi Mohammed lors d'une cérémonie consacrant le principe «Armée-nation», faisant savoir que «*cette initiative, lancée par le haut commandement de l'ANP, est un vrai hommage aux sacrifices et au militantisme des symboles de notre glorieuse révolution*». Né en 1925 à Boutlélis (Oran), Frendi Mohammed débuta son parcours révolutionnaire au sein de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) dans la Wilaya IV historique. Fin 1956, il fut arrêté au quartier Sidi El Houari à Oran, où il subit d'atroces tortures de la police coloniale française au Centre «Châteauneuf». Condamné à mort, il réussit, après une période passée en prison, à s'évader avec un groupe de compagnons pour reprendre le chemin de la résistance. Mohamed Frendi tomba au champ d'honneur en 1957. Son corps n'a jamais été retrouvé d'où son surnom «le chahid sans tombe». A l'occasion de cette cérémonie de dénomination, la famille du martyr a été honorée en présence de ses compagnons et de représentants de l'Organisation nationale des enfants des chouhada.

Wahiba H.

Energie solaire

Arkab : «L'Algérie prête pour le projet national de production de 5 600 MW d'électricité»

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a indiqué avant-hier à Annaba que l'Algérie était prête pour lancer un projet national visant à produire près de 5 600 mégawatts d'électricité en utilisant l'énergie solaire susceptible de renforcer le réseau national dans les années à venir.

Ph/D. R.

Par Mehdi A.

«*Les compétences nationales actuelles sont capables de mener ce projet dans toutes ses étapes, de l'étude jusqu'à la réalisation finale*», a précisé le ministre dans une déclaration à la presse au niveau d'une unité Naftal, lors de sa visite de travail dans la wilaya d'Annaba. Il a ajouté, à ce propos, que «*l'Algérie, qui a réalisé sa première centrale solaire en 2011, a acquis l'expérience nécessaire, ainsi que les moyens requis pour développer ce domaine d'autant, qu'actuellement, le pays totalise 22 centrales de production d'électricité à base d'énergie solaire avec une capacité de 400 MW*». Affirmant que l'Algérie a pu répondre à ses besoins en matière d'électricité avec une production de 20 000 MW, pour une consommation nationale estimée à 15 680 MW, M. Arkab a souligné que son département envisage l'élaboration d'un nouveau modèle de consommation d'énergie. Le nouveau modèle de consommation d'énergie intervient notamment, a-t-il argumenté, après la récente étude par le gouvernement du projet visant à créer une instance nationale chargée des énergies renouvelables. Ce modèle s'appui principalement sur «*une rationalisation de l'utilisation des ressources énergétiques en Algérie et son orientation vers le secteur de l'industrie*», a révélé le ministre, rappelant que «*l'Algérie produit 144 milliards m³ de gaz par an et consomme 45 milliards m³ localement dont 20 milliards m³ affectés à la production d'énergie électrique par le biais des unités de production de différents types*». Concernant l'électricité, le secteur de l'industrie consomme un taux «*très faible*» par rapport à la consommation des ménages, a ajouté Mohamed Arkab, soulignant que ceci représente «*un indicateur inapproprié*» car, a-t-il soutenu, «*le secteur industriel est censé consommer pas moins de 30% de l'électricité produite*».

Coupures d'électricité causées par «la vétusté des réseaux de distribution»

Evoquant les problèmes de coupures de courant enregistrés dans plusieurs régions du pays, notamment à Annaba, où il a précisé que «*les projets réalisés dans le domaine de la production et du transport d'électricité ont permis d'éliminer de nombreux points noirs*», le ministre a relevé que les coupures signalées sont causées par «*la vétusté des réseaux de distribution*». Il a fait savoir que la wilaya d'Annaba produit 440 MW contre une consommation maximale de 286 MW. A son arrivée à Annaba, Mohamed Arkab s'est recueilli au cimetière des chouhada à l'occasion de la célébration du double anniversaire des offensives du nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955/1956), avant d'inspecter le projet de raccordement des logements de la nouvelle ville «Draâ Errich» aux réseaux de gaz naturel et d'électricité. Dans sa première phase, l'opération a permis de raccorder plus de 19.000 logements à ces énergies vitales, d'un programme de raccordement de 26 000 logements sur un total de 55 000 logements implantés dans cette nouvelle ville, distante de 20 km à l'ouest d'Annaba. Le ministre de l'Energie a également inspecté le site réservé à la réalisation d'un transformateur 60-30 KV au pôle urbain «Kalitoussa» (commune de Berrahel), ainsi que le centre d'enfûtage de gaz liquéfié dans la zone industrielle, avant de visiter le centre marine-Naftal et une centrale électrique au port d'Annaba. **M. A.**

Pétrole

Le Brent à 60,50 dollars en cours d'échanges européens

Les prix du pétrole montaient hier en cours d'échanges européens, dans l'attente de la publication des chiffres des stocks de brut américains plus tard dans la journée. Vers 09h15 GMT (11h15 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 60,50 dollars à Londres, en hausse de 0,78% par rapport à la clôture d'avant-hier. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, s'échangeait à 56,35 dollars, 0,39% de plus que la veille. «*Les cours du pétrole ont monté ce matin tandis que les acteurs du marché se réjouissaient d'un rapport de l'American Petroleum Institute* (API)» publié avant-hier, a expliqué Stephen Brennock, analyste chez PVM Reports. Le rapport de l'API, une fédération professionnelle qui publie ses données compilées de façon indépendante, évoque «une baisse de 3,45 millions de barils» des stocks de brut, selon les analystes d'ING, alors que le marché s'attend à un recul de 1,5 million de barils. A 14h30 GMT, les investisseurs prendront connaissance des chiffres du gouvernement américain, considérés comme plus fiables. Les analystes s'attendent eux à une baisse de 1,5 million de barils de brut sur la semaine achevée le 16 août ainsi qu'à une baisse de 200 000 barils pour l'essence et de 300 000 barils pour les produits distillés (fioul de chauffage et gazole), selon la médiane d'un consensus compilé par l'agence Bloomberg. Cependant, bien que ces chiffres ont pu bénéficier à l'or noir, ils n'ont pas trop agité les marchés, a souligné Craig Erlam, analyste chez Oanda, en se référant au contexte économique incertain, sur fond de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

Souhila O.

Marchés des changes

L'euro stable face au dollar

L'euro se stabilisait face au dollar hier, dans un marché calme et tourné vers le symposium de Jackson Hole, grande messe annuelle des banquiers centraux, qui aura lieu demain, vendredi. L'euro perdait 0,04% face au billet vert, à 1,1096 dollar. «*C'est le mois d'août et la liquidité est généralement faible, car de nombreux investisseurs sont en vacances. Mais cette semaine, la faible activité saisonnière est aggravée par la réticence des marchés à agir avant les grands événements*», a souligné Ricardo Evangelista, analyste pour ActivTrades. Plus tard dans la journée, la Réserve fédérale américaine publiera le compte-rendu de sa précédente réunion de politique monétaire et vendredi (demain) se tiendra aux États-Unis le symposium de Jackson Hole. «*En dépit de la vision accommodante attendue de la part de la banque centrale la plus influente du monde, ceux qui parient sur une hausse du dollar ne sont pas prêts à céder face à ceux qui parient à la baisse*», a souligné Han Tan, analyste pour FXTM. Selon lui, la résilience du dollar s'explique notamment par son statut de valeur refuge dans un contexte économique plus qu'incertain. Demain, les investisseurs pourront en outre prendre connaissance du compte-rendu de la précédente réunion de la Banque centrale européenne. Le futur de la politique monétaire est actuellement le sujet numéro un sur le marché des changes, alors que les grandes banques centrales envisagent de plus en plus d'assouplir davantage leurs politiques, déjà largement accommodantes, ce qui pèse sur les devises concernées. Le marché continuera de suivre également la situation politique en Italie, où l'annonce de la démission du Premier ministre mardi a finalement profité à l'euro. «*Il était largement prévu que le Premier ministre Giuseppe Conte démissionne. Mais ce qui est devenu plus clair depuis que Matteo Salvini a annoncé son retrait de la coalition il y a près de deux semaines, c' est qu'une alternative aux élections générales à court terme est probable*», ont expliqué Lee Hardman et Fritz Louw, analystes pour MUFG. Le Parti démocrate (PD, centre-gauche) a fait savoir, par la bouche de son ex-Premier ministre Matteo Renzi, qu'il comptait approfondir son idée d'une alliance avec le M5S, pour former un gouvernement «*institutionnel*», qui pourrait être dirigé de nouveau par M. Conte. La tenue d'élections générales alors que le chef de la Ligue (extrême droite), M. Salvini, est en tête des sondages est mal perçue par les marchés qui craignent une nouvelle crise de la zone euro.

Tania D.

Tiré par ses placements en obligations et actions malgré un marché

Le fonds souverain norvégien, le plus gros au monde, grossit au 2e trimestre

LE FONDS souverain de la Norvège, le plus gros au monde, a gagné plus de 25 milliards d'euros au deuxième trimestre, tiré par ses placements en obligations et actions malgré un marché «volatil», a annoncé hier la Banque de Norvège. «*Les incertitudes sur le commerce mondial et la croissance économique ont freiné les rendements au début, mais les marchés se sont redressés vers la fin de la période, dopés notamment par la perspective d'une politique monétaire plus expansive dans les pays développés*», a expliqué le directeur adjoint du fonds, Trond Grande, dans un communiqué. Censé faire fructifier les recettes pétrolières de l'Etat norvégien, le fonds a dégagé un rendement de 3,0% sur la période avril-juin pour finir pour la première fois de son histoire au-delà de 9 000 milliards de couronnes, à 9 162 milliards (919 milliards d'euros). Les placements en actions, qui représentaient 69,3% de son portefeuille, ont gagné 3,0%, tirés par les valeurs industrielles et les biens de consommation, et géographiquement par l'Amérique du Nord et l'Europe, malgré un coup de mou au Royaume-Uni. Présent au tour de table de plus de 9 000 entreprises, le fonds norvégien contrôle l'équivalent de 1,4% de la capitalisation boursière mondiale. Au deuxième trimestre, les titres Microsoft, Nestlé et Facebook ont apporté les plus fortes contributions, a noté la banque centrale norvégienne qui chapeaute le fonds. Les placements obligataires (28% de ses actifs) ont gagné 3,1% tandis que les investissements dans l'immobilier (2,7%) ont affiché un rendement modeste de 0,2%. **Yacine N.**

Patrimoine vestimentaire incontournable

La robe kabyle s'insinue dans le trousseau de la mariée à Mila

■ Le jour du mariage, chaque mariée aspire à se montrer sous ses plus beaux atours, en défilant devant sa belle-famille et les convives étrennant des robes traditionnelles reflétant les traditions et la culture de la région dont elle est originaire, mais le fait le plus saillant actuellement à Mila, c'est de voir la robe kabyle, avec ses couleurs chatoyantes, s'insinuer peu à peu dans le trousseau de nombreuses mariées, en plus des gandouras habituelles.

Par Thiziri A.K.

Avec plus de 18 ans d'expérience dans la confection des trousseaux des mariées et les différentes gandouras traditionnelles, Amina Abderrezak, couturière à Mila, affirme qu'en plus de la traditionnelle gandoura en velours brodée de fils d'or, le «karakou» et le caftan, la robe kabyle est devenue, ces derniers temps, un vêtement «*indispensable*» dans le trousseau de la mariée à Mila. Cette artisane a évoqué, à cet effet, la «Tassdira» du mariage, autrement dit l'incontournable tradition exigeant de la mariée de défiler au milieu des invités revêtant différentes tenues traditionnelles expressément cousues en prévision de ce jour, en particulier devant les proches du marié. A ce titre, de nombreuses mariées mettent un point d'honneur à faire étalage de leur élégance en exhibant les plus belles gandouras traditionnelles faisant partie du patrimoine de leur région, mais aussi de celui des autres régions du pays, d'où «*l'incursion*» de la robe kabyle dans le trousseau de l'épousée à Mila. «*Au moment de la Tassdira, la mariée apparaît de prime abord en habit traditionnel local, généralement une robe blanche en référence à la culture et au patrimoine de la région, avant de porter le karakou algérois, la robe oranaise* (blousa), *la gandoura en velours constantinoise* (katifa), *en plus des tenues chaouie et kabyle*», confie Amina Abderrezak. Et d'ajouter : «*Beaucoup de mariées emportent désormais dans leur trousseau une robe kabyle, pour signifier leur appartenance à l'Algérie et leur respect de la diversité du riche patrimoine national*». Selon l'artisane, l'une des raisons pour lesquelles l'épousée choisit une robe traditionnelle ne faisant pas partie du patrimoine de la région, c'est aussi un moyen à travers lequel la mariée pénètre dans le foyer marital, dans le cas où le mari serait originaire d'une région différente, comme «*preuve de son intention de vouloir cohabiter et s'adapter à son nouvel environnement*». Autre facteur susceptible d'expliquer l'engouement des mariées pour la robe kabyle, c'est aussi sa simplicité raffinée, ses couleurs pétillantes et son prix jugé «*raisonnable*» par rapport à certaines autres tenues traditionnelles onéreuses que porte la mariée le jour de son mariage. De son côté, un vendeur local de robes de mariage assure avoir enregistré récemment des demandes pour la gandoura kabyle de la part de nombreuses jeunes filles, ajoutant que même si, pour l'heure, cette demande n'est pas encore très forte, cela indique néanmoins que la robe kabyle va figurer davantage dans le trousseau de la mariée.

Ph. > D. R.

La robe kabyle, simple, confortable et pratique

Originaire de Mila et nouvellement mariée, Mme Nouha, soutient, pour sa part, que «*la robe kabyle s'est frayée une place parmi les tenues traditionnelles de la mariée. Elle fait partie de notre tradition et de notre identité qui n'est pas exclusive à une seule région*», affirmant que la fête du mariage représente «*une occasion de faire connaître notre patrimoine et nos spécificités vestimentaires à la beauté imparable, conférant à la jeune fille algérienne élégance et grâce*». La toute nouvelle mariée, ayant emporté une robe kabyle dans son trousseau, explique que cette tenue traditionnelle est simple, confortable et pratique comparativement au reste des gandouras qu'elle a portées au moment de la Tesdira. Selon le chef de service du patrimoine culturel à la Direction de la culture de la wilaya de Mila, Lezghad Chiaba, la présence de la robe kabyle dans les mariages n'est pas étrangère à la culture et au patrimoine local, d'autant que les frontières s'entrecroisent au Nord avec celles de la petite Kabylie, à l'instar de la wilaya de Jijel, ou encore au Sud avec celles de la wilaya de Batna et la région des Chaouia, d'où cette influence du patrimoine environnant. De manière générale, la robe kabyle suscite l'intérêt des jeunes filles de par la qualité du tissu, sa conception simple et pratique, ainsi que les symboles bigarrés qui ornent notamment l'encolure et ce, sans porter préjudice au caractère conservateur de la femme algérienne.

T. A.K.

Souk Ahars

Des plans de développement «prometteurs» pour préserver les forêts et réhabiliter le liège

Des plans «*prometteurs*» de développement ont été adoptés dans la wilaya de Souk Ahras dans le but de valoriser le patrimoine liège et préserver le couvert végétal, a-t-on appris mardi auprès de la Conservation des forets. Plusieurs campagnes de reboisement ont été lancées pour récupérer des centaines d'hectares ravagés par les incendies dans les communes de Machrouha, Lahnanche, Sidi Fradj, Ain Zana et Ouled Idris, où la richesse forestière représente une sources des plus importantes pour l'économie, le tourisme et l'environnement, a précisé la même source. Ces efforts ont été consolidés par la réalisation de 500 km de délimitation des espaces forestiers, aux côtés de l'ouverture de pistes sur 960 km, des travaux d'entretien d'arbustes sur une superficie de 500 hectares, et la correction des cours d'eau pour un volume de 3 100 m3, ainsi que la création de 20 sources d'eau et 13 serres, et la plantation de 20 hectares de figue de barbarie, a-t-on détaillé. Le programme en cours comprend également 27 projets de proximité développement rural, dont la plantation d'arbres fruitiers sur 380 hectares, la réalisation des haies brise-vent sur une distance de 20 000 mètres, ainsi que 32 projets dans divers filières du développement rural. Ces projets visent la protection et la valorisation de la richesse forestière dans la wilaya de Souk Ahras en tant que «*source économique significative*» et la création de nouveaux emplois ainsi que l'amélioration des conditions de vie des habitants. Les forêts de la wilaya de Souk Ahras sont peuplées de plusieurs espèces, entre autres le pin d'Alep, le chêne-liège, les cyprès notamment. Les cours d'eau, ceux de Oued Charef, Ain Dalia notamment, ont contribué à la création d'un tissu forestier intégré à travers les sept plus grandes forêts de la wilaya, telles que Lahmema avec 9 402 hectares, Boumarzak (7 462 ha), Ouled Bechih (6 287 ha), a-t-on soutenu, relevant que le pins d'Alep totalisent 43 625 ha dans la wilaya contre 23 431 ha de chênes-lièges. Le patrimoine forestier de la wilaya de Souk Ahras est riche également par ses plantes très diversifiées, à savoir l'halfa, le tilleul, le peganum et le genévrier particulièrement et contribue à la préservation de nombreuses espèces animales, notamment le lapin sauvage, la perdix, la hyène, le cochon et le cerf barbare.

A.S.

Oran

3 655 bacheliers affectés à l'USTO-MB

Quelque 3 655 nouveaux bacheliers ont été affectés à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB) au titre de la prochaine rentrée 2019/2020, a-t-on appris du chargé de la communication auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. La majorité de cet effectif suivra son cursus dans les domaines de formation des Sciences et technologies (ST, 1 798 places pédagogiques), des Sciences de la nature et de la vie (SNV, 606) et des Mathématiques et informatique (MI, 387), a précisé à l'APS Boudia Maamar. En outre, 215 bacheliers entameront leur parcours de formation en Architecture, urbanisme et métiers de la ville (AUMV), 126 en Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), et 58 en Sciences de la matière (SM). L'université compte également trois filières à recrutement national, à savoir l'Hydraulique (182 places pédagogiques), le Génie maritime (129) et la Métallurgie (104). La rentrée à venir sera aussi marquée par l'ouverture d'une nouvelle Licence professionnelle dédiée à la technologie automobile au profit d'une première promotion de 50 bacheliers, a indiqué le chargé de communication de l'USTO-MB.

A.O.

Jijel

Raccordement de 840 foyers de la commune de Sidi Maârouf au réseau de gaz naturel

PAS MOINS de 840 foyers de la localité d'El Montaya, située sur les hauteurs de la commune de Sidi Maârouf (70 km à l'Est de Jijel), ont été raccordés au réseau du gaz naturel à l'occasion de la célébration du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955/1956). Ce projet, pour lequel une enveloppe financière de l'ordre de 60 millions de dinars a été puisée du budget de la wilaya, a été réalisé dans un délai de 12 mois, selon les explications fournies sur les lieux. Cette opération, présidée par les autorités locales et tant attendue par les habitants de cette localité, permet d'améliorer le cadre de vie de centaines de familles de la région et de mettre fin aux «*tracasseries*» liées à la recherche des bonbonnes de gaz, a-t-on souligné. Dans le cadre de la cérémonie commémorative, les autorités locales, civiles et militaires, ont également procédé à l'inauguration de plusieurs infrastructures dans la commune de Boumaârouf, entre autres, une salle de soin à Chekrida, ainsi qu'à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'une stèle à l'effigie des chouhada de la guerre de libération nationale dans la localité de Boulahmam. **Nassima A./APS**

Sahara occidental

Un professeur américain rejette la propagande marocaine

■ Le professeur américain, Joseph Huddleston, a publié un avis dans le «Wall Street Journal», contredisant la propagande marocaine selon laquelle l'Etat sahraoui est non viable, et a appelé à permettre au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination.

Par Sara B.

L'universitaire américain a publié lundi son écrit, sous le titre «*Laissons le peuple du Sahara occidental s'exprimer*», pour répondre à l'article et à la vidéo de Dion Nissenbaum sur le Sahara occidental «*La guerre dormante attire les projecteurs des Etats-Unis*», publiée récemment dans le «*Wall Street Journal*», faisant circuler diverses fausses propagandes habituellement avancées par le Maroc pour «*justifier*» son occupation militaire illégale et violente du Sahara occidental. Le professeur Huddleston a soutenu que «*l'affirmation selon laquelle un Sahara occidental indépendant serait probablement instable et offrirait un pied à l'organisation terroriste ''Etat islamique'' est une conjecture erronée*», affirmant que «*la République sahraouie est actuellement sur le terrain et coopère avec les efforts internationaux de lutte contre les crimes et le trafic de drogue, sachant que le Maroc est la principale source de ces deux fléaux*». Il a en outre souligné que l'article de Dion Nissenbaum, bien qu'il «*attirait l'attention sur le conflit souvent ignoré entre le Maroc et le Front Polisario sur le territoire nord-africain*», «*mais affirmait à tort qu'un Etat sahraoui indépendant constituer un risque pour la stabilité régionale*». En fait, souligne ce professeur adjoint à l'Ecole de diplomatie et de relations internationales et spécialisé dans la politique du Moyen-Orient, les conflits intra-étatiques et la conception de la recherche, que «*le peuple sahraoui a construit tout un appareil d'Etat. La République arabe sahraouie démocratique est membre de longue date de l'Union africaine et est reconnue par des dizaines de pays*». «*Il gagne des combats devant les tribunaux internationaux. Le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, coopère aux efforts de sécurité internationaux contre le trafic et le terrorisme*», a-t-il rappelé.

Bolton n'est pas le seul responsable américain à demander un référendum

David Keene, écrivain et journaliste américain au «*Washington Times*», avait déjà évoqué cette semaine la question du Sahara occidental dans un long article intitulé «*La dernière colonie en Afrique*», dans lequel il a déclaré que le Maroc continue à entretenir le désastre humanitaire qu'il a créé au Sahara occidental, soutenant que John Bolton n'est pas le seul responsable américain à demander un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Dans son article de fond qui traite de l'occupation marocaine des territoires du Sahara occidental et de la répression qu'elle exerce contre la population qui rejette son occupation, publié cette semaine sur le site Web de The American Spectator, David Keene est revenu sur l'histoire et les origines du conflit au Sahara occidental. «*Le Maroc n'a pas l'intention de permettre aux Sahraouis de voter pour leur avenir. Les diplomates marocains démontrent depuis des années que Rabat acceptait le principe de l'autodétermination mais constituait des dizaines d'obstacles à la mise en œuvre effective du vote*», indique David Kenne, rappelant que les autorités marocaines ont récemment annoncé que l'option référendaire était «*dépassée*». Le célèbre journaliste américain David Keene a détaillé que la stratégie du régime marocain se résume à «*tout faire pour saper toute action contribuant à la solution de la question saharienne. A terme, le monde acceptera le statu quo comme légitime*». Pour ce faire, ajoute David Keene, Rabat a dépensé des dizaines de millions de dollars en lobbying pour persuader les décideurs politiques de Washington de ne rien faire pour résoudre le conflit sahraoui. Mais les manœuvres marocaines ont été sapées par la nomination par le président américain Donald Trump de John Bolton, au poste de président du Conseil de sécurité nationale, a ajouté M. Keene, poursuivant : «*Le journaliste français qui se trouvait à Rabat lorsque la nouvelle de la nomination est arrivée au Maroc m'a dit qu'ils* (les Marocains, ndlr) *considéraient cette nomination comme ''inquiétante'' et ''irréaliste''* (...) *Ils savent que Bolton insiste depuis des années pour trouver une solution aux Sahraouis, car,* souligne M. Keene, *il comprend leur détresse et parce que la confrontation en cours constitue une menace pour la stabilité régionale en Afrique du Nord et, aussi, pour les intérêts américains*». John Bolton a traduit son intérêt sur le terrain pour la cause sahraouie, ajoute l'article, de deux manières : chaque année, les Nations unies devraient voter pour prolonger le mandat de la Minurso, permettant ainsi de continuer à soutenir les réfugiés sahraouis, mais l'année dernière avec Bolton en position d'influence, les Etats-Unis ont demandé de réduire le mandat de la Minurso à six mois au lieu d'un an. La deuxième manière a consisté à sensibiliser les parties (le Maroc et le Front Polisario) sur le fait que les Etats-Unis veulent aller de l'avant pour permettre une solution de sortie de l'impasse pour organiser le référendum d'autodétermination. **S. B./APS**

Libye

L'ONU demande d'assurer la sécurité des civils dans le sud-ouest

Les Nations unies demandent aux parties impliquées dans le conflit libyen d'assurer la sécurité des civils dans le sud-ouest de la Libye, a déclaré mardi un porte-parole des Nations unies. «*Nous appelons toutes les parties aux combats à assurer de manière urgente les conditions d'un accès sans danger et sans entrave aux personnes dans le besoin et à garantir que les civils puissent partir* (de cette région) *s'ils le souhaitent*», a dit Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. «*Nous rappelons également aux parties leurs obligations de protéger à tout moment les civils et les infrastructures civiles*», a ajouté M. Dujarric, précisant que le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a fait état des victimes de l'escalade des hostilités au début du mois dans et autour de la ville de Mourzouq, dans le sud-ouest du pays. Les frappes aériennes d'avions et de drones, les attaques à la roquette et les tirs d'obus aveugles ainsi que les combats directs sur le terrain ont continué à faire des victimes chez toutes les parties aux combats, a indiqué le porte-parole. Alors que près de 10 000 personnes ont été déplacées par les violences dans la région depuis le début du mois d'août, certaines familles hésitent encore à partir, craignant des représailles. De leur côté, les Nations unies et les organisations humanitaires apportent des soins d'urgence, des distributions de vivres, des abris et des articles non alimentaires, mais l'accès reste difficile en raison des combats actifs, a souligné M. Dujarric. Le plan d'action humanitaire pour la Libye prévoyait 202 millions de dollars, mais il n'est pour l'heure financé qu'à hauteur de 30%.

Fella Y.

Tunisie

Près de 5,5 millions de touristes jusqu'à début août 2019

LE NOMBRE de touristes ayant visité la Tunisie a atteint 5,438 millions au 10 août 2019, enregistrant une hausse de 12,8% par rapport à la même période de l'année précédente, a indiqué le ministère du tourisme. Le nombre des touristes maghrébins ayant visité la Tunisie, au cours de cette période, a augmenté de 12,4% par rapport à l'année écoulée. Les marchés algérien et libyen ont enregistré respectivement une hausse de 3,4% et 26,3%. Cette période a été également marquée par une croissance des du nombre des touristes en provenance de l'Europe (évolution de 18,8%, jusqu'a fin août), notamment de la Grande-Bretagne (+110,3%), de France (+18%), d'Allemagne (+6%) et de Russie (+0,9%). Pour ce qui est des recettes touristiques, elles ont évolué de plus de 44,2%, jusqu'à la date du 10 août courant, en comparaison avec la même période de l'année écoulée, pour atteindre 3,16 millions de dinars.

R. M.

Soudan

La nouvelle instance de transition intronisée

La transition vers un pouvoir civil au Soudan, née de l'accord historique entre les militaires et la contestation, a pris corps hier avec l'intronisation du Conseil souverain, qui doit être rapidement suivie de la nomination d'un Premier ministre de consensus.

Par Rosa C.

Le Conseil souverain remplace le «Conseil militaire de transition», au pouvoir depuis la destitution du président Omar el-Béchir, le 11 avril. De la sorte, le Soudan n'est désormais plus exclusivement dirigé par des militaires, pour la première fois en trois décennies, même si l'armée doit dans un premier temps conserver la tête de la nouvelle instance. Le chef du Conseil militaire sortant, le général Abdel Fattah al-Burhane, a prêté serment comme président du nouveau Conseil souverain peu après 11h00 (09h00 GMT). Vêtu de son uniforme militaire et coiffé de son habituel béret vert, il a été intronisé lors d'une courte cérémonie, une main sur le coran et un bâton de maréchal sous le bras. Les autres membres de la nouvelle instance – cinq civils et cinq militaires – ont prêté serment peu après. Le Premier ministre choisi par la contestation, Abdallah Hamdok, doit à son tour être nommé plus tard hier. Selon les termes de l'accord officiellement signé samedi, le général Burhane sera aux manettes du Conseil pendant 21 mois et un civil lui succédera pour le reste des 39 mois de transition prévus. La formation de cette instance survient après des mois de manifestations des Soudanais qui réclamaient un pouvoir civil, sur fond de grave situation économique.

Ph. > D. R.

Le chemin reste semé d'embûches

Les noms des 11 membres du Conseil ont été annoncés mardi soir, avec deux jours de retard sur le calendrier prévu, en raison de différends au sein des Forces pour la liberté et le changement (FLC), issues de la principale organisation du mouvement de protestation. Le Conseil souverain, qui comprend deux femmes, dont l'une est issue de la minorité chrétienne, devra superviser la formation du gouvernement – une annonce est prévue le 28 août – et d'un Parlement de transition. Conclu à la faveur d'une médiation de l'Ethiopie et de l'Union africaine, l'accord sur la transition entre les militaires et la contestation a été signé samedi lors d'une cérémonie à laquelle assistaient de nombreux responsables étrangers, signe que le Soudan pourrait perdre son statut de paria sur la scène internationale. Le pays a souffert notamment de dizaines d'années de sanctions économiques appliquées par les Etats-Unis, qui continuent de le maintenir sur la liste noire des «Etats soutenant le terrorisme». Le Conseil souverain cherchera par ailleurs à convaincre l'Union africaine d'obtenir la levée de la suspension du Soudan de l'UA, décidée en juin quelques jours après la dispersion meurtrière d'un sit-in des protestataires à Khartoum. Selon un comité de médecins proche de la contestation, 127 personnes avaient été tuées le 3 juin lors de cette répression devant le siège de l'armée. Ce bilan atteint plus de 250 morts sur l'ensemble des huit mois de révolte, d'après la même source. Sur le plan intérieur, le Conseil souverain et le gouvernement auront la lourde tâche de redresser une économie exsangue et de pacifier un pays marqué encore par plusieurs conflits. L'intronisation du nouveau conseil a été bien accueillie dans la rue mais des habitants ont averti qu'ils l'auraient à l'œil. «*Si le Conseil ne répond pas à nos aspirations et ne sert pas nos intérêts, nous n'hésiterons pas à faire une autre révolution*», a mis en garde Ramzi al-Taqi, un vendeur de fruits. «*Nous renverserons le Conseil tout comme nous l'avons fait avec l'ancien régime*», a-t-il ajouté. Les nouvelles institutions se mettent en place en même temps que le début du procès du président déchu Omar el-Béchir, porté au pouvoir par un coup d'Etat et qui a dirigé le pays pendant près de 30 ans. L'ancien homme fort du pays est apparu lundi dans une cage en métal dans la salle d'un tribunal de Khartoum, pour répondre d'accusations de corruption. Selon des enquêteurs, il a reconnu avoir perçu 90 millions de dollars en espèces de l'Arabie saoudite, hors budget de l'Etat. Son procès ne concerne toutefois pas les accusations de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de génocide dans la région du Darfour portées par la Cour pénale internationale (CPI) depuis une décennie. Amnesty International a exhorté à ce sujet les nouvelles institutions de transition à ratifier le Statut de Rome de la CPI, ce qui permettrait de transférer M. Béchir devant ce tribunal international. Malgré l'euphorie engendrée par la signature de l'accord samedi, des craintes subsistent dans le camp des protestataires en raison notamment de l'omniprésence de Mohamed Hamdan Daglo, numéro deux du Conseil militaire et chef d'une redoutée force paramilitaire accusée d'être impliquée dans la répression de la contestation. Depuis avril, il est omniprésent, et c'est lui qui a cosigné samedi l'accord avec la contestation. Ses Forces de soutien rapide (RSF) sont aussi accusées de crimes au Darfour sous le régime Béchir. **R. C.**

Commentaire

Marathon

Par Fouzia Mahmoudi

Boris Johnson n'est Premier ministre de la Grande-Bretagne que depuis une quinzaine de jours mais déjà la pression d'un accord sur le Brexit pèse sur son mandat. Le Chef du gouvernement britannique se lance ainsi dans un marathon diplomatique. Il se rend à Berlin puis à Paris, avant de participer au G7 à Biarritz. Pour son premier déplacement à l'étranger en tant que Premier ministre, le successeur de Theresa May se rendra d'abord à Berlin, où il recevra les honneurs militaires avant de s'entretenir avec Angela Merkel. Les deux dirigeants «*se sont déjà parlé une fois au téléphone. Mais s'asseoir ensemble à une table pour discuter du Brexit et d'autres sujets européens* (...) *est bien sûr utile*», a sobrement commenté un porte-parole d'Angela Merkel. Signe toutefois du peu d'avancées attendues : aucune conférence de presse n'est prévue à l'issue de la rencontre, seulement des déclarations avant qu'elle ne commence. Le lendemain, «BoJo» sera reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron, tenant d'une ligne plus dure que la chancelière dans ce dossier empoisonné. Cette séquence diplomatique sera conclue à Biarritz par la première participation du dirigeant conservateur à un sommet du G7, marquée en particulier par un entretien avec Donald Trump, fervent partisan d'un Brexit sans concession. Le président américain s'est dit «*impatient*» de rencontrer celui que certains surnomment le «*Trump britannique*», avec qui il s'est déjà entretenu plusieurs fois au téléphone. Il devrait lui accorder sa première entrevue bilatérale, avant même l'hôte du sommet, le président français, et lui faire miroiter une fois de plus un alléchant accord commercial bilatéral une fois sorti de l'UE. Les entretiens avec Angela Merkel et Emmanuel Macron s'annoncent plus crispés, tant est large le fossé sur le Brexit entre les deux dirigeants européens et celui qui veut à tout prix faire sortir son pays de l'Union européenne, y compris sans accord. Au cœur des discussions, les nouvelles propositions de Boris Johnson pour aboutir coûte que coûte à un Brexit au 31 octobre. Une sortie sans accord serait lourde de conséquences pour l'économie du Royaume-Uni, avec notamment de probables pénuries de denrées alimentaires, d'essence et de médicaments. Mais aussi pour l'Allemagne, dont l'économie, qui traverse déjà un trou d'air, repose sur les exportations. Les premières visites à l'étranger du nouveau Premier ministre doivent aussi lui permettre, relève la presse allemande, de s'adresser aux électeurs britanniques. La majorité du dirigeant conservateur ne tient qu'à une voix et le Labour de Jeremy Corbyn se tient en embuscade pour faire tomber le gouvernement. Boris Johnson va «*essayer de se présenter comme celui qui veut mettre en œuvre la volonté du peuple de toutes ses forces, mais en est empêché par des dirigeants européens inflexibles*», décrypte «*Die Welt*». Johnson a ainsi encore quelques mois devant lui pour trouver une solution crédible ou il devra affronter les parlementaires britanniques qui refusent un Brexit sans accord et avec lesquels un bras de fer âpre pourrait terminer prématurément le mandat du Premier ministre conservateur.

F. M.

Corée du Nord

Les USA se disent «prêts» à reprendre le dialogue

Les Etats-Unis sont «*prêts*» à reprendre leurs discussions de travail en face à face avec la Corée du Nord, au point mort depuis plusieurs mois, a déclaré hier l'envoyé spécial américain à Séoul. Les pourparlers bilatéraux sont dans l'impasse depuis l'échec du second sommet à Hanoï en février entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Washington et Pyongyang n'étaient alors pas parvenus à s'entendre sur le démantèlement des programmes nucléaires de la Corée du Nord en échange d'une levée des sanctions économiques. Mais la fin mardi des exercices militaires annuels conjoints des forces américaines et sud-coréennes, considérés comme une acte hostile par la Corée du Nord, semble ouvrir la voie à la reprise des pourparlers. «*Nous sommes prêts à entamer des discussions dès que nous aurons des nouvelles de nos homologues nord-coréens*», a indiqué Stephen Biegun, l'envoyé spécial américain pour la Corée du Nord. Il s'exprimait à Séoul, où il est actuellement en visite, à l'issue d'un entretien avec son homologue sud-coréen Lee Do-hoon. Des rumeurs relayées par la presse font état d'une rencontre potentielle entre Américains et Nord-Coréens dans la zone démilitarisée séparant les deux Corées. Elle pourrait se dérouler durant le séjour de trois jours de M. Biegun, entamé mardi. L'envoyé américain a par ailleurs réfuté les informations de presse selon lesquelles il serait nommé à un poste diplomatique en Russie, se disant «*pleinement engagé*» dans son actuelle mission. La Corée du Nord a toujours réprouvé les exercices militaires conjoints, qu'elle considère comme la préparation d'une future invasion de son territoire. Pyongyang a qualifié la semaine dernière le président sud-coréen Moon Jae-in d'«*impudent*» pour avoir souhaité reprendre les discussions intercoréennes tout en poursuivant les manoeuvres avec les Etats-Unis. Près de 30 000 militaires américains sont déployés en Corée du Sud. Donald Trump, en révélant le 10 août le contenu d'une lettre que lui a adressée Kim Jong Un, avait assuré sur Twitter que le dirigeant nord-coréen voulait reprendre les négociations dès la fin des exercices militaires conjoints.

Concert-événement aujourd'hui à Alger

Soolking, le retour de l'enfant prodige

■ Depuis l'annonce de la tenue de son concert au stade du 20-Août-1955 d'Alger, ses fans comptent les jours. Ils attendent avec impatience la date du 22 août pour prendre place dans cette enceinte et chanter en chœur «Guerilla», «Dalida» ou encore «La Liberté». Lui, c'est le rappeur et ancien danseur algérien, Soolking.

Par Abla Selles

Ça promet. L'ex-Stade Municipal (Ruisseau) s'avèrera exigu pour contenir toute la foule attendue ce soir pour le concert qu'animera la star du moment, Soolking. Les 10 000 places que contient cette enceinte ne suffiront certainement pas, ce que les organisateurs devaient prendre en considération. Et ce ne sont certainement pas les endroits idoines qui manquent pour ce genre de concerts hors norme. C'est aussi en raison de l'organisation de ce concert au niveau de ce stade que les travaux de la pose d'une nouvelle pelouse en gazon synthétique ont été momentanément gelés, ce qui a obligé les clubs de football ayant l'habitude d'y recevoir leurs adversaires de recourir à d'autres stades de la capitale. Ce qui augure une affluence très nombreuse aujourd'hui, c'est l'engouement qu'a suscité l'opération de la vente des billets au niveau des directions de l'Office national des droits d'auteur (Onda) à Alger, Tizi Ouzou, Oran, Tlemcen, Mostaganem, Constantine, Annaba, Béjaïa, Sétif et Batna. Une foule nombreuse s'est précipitée à l'entrée de ces institutions décentralisées afin de pouvoir bénéficier de ce fameux sésame. De la vraie folie ! Les tickets étaient présentés contre le prix unitaire de 1 500 DA, et se sont écoulés en un laps de temps très court. Place ensuite à la vente de ces tickets au marché parallèle, appelé communément «marché noir», là où le prix a atteint des sommes faramineuses, passant jusqu'à… 5 000 DA. Soolking, connu sous le pseudonyme de MC Sool jusqu'en 2013, de son vrai nom Abderraouf Derradji, est né en 1989 à Baïnem. Ce fils d'un batteur a commencé la musique très jeune, en intégrant un groupe de rock avant de se passionner pour la danse, où il est parvenu à percer depuis son départ en France en 2008. Il est revenu en Algérie pour intégrer le groupe de rap algérien «Africa Jungle» avec lequel il sort deux albums. Ceci, avant de retourner en France où il s'y installe depuis 2014, après avoir été repéré par un producteur marseillais et se lance, ainsi, dans une carrière solo depuis presque 3 ans. Ce fut, là, son véritable lancement, et avec un grand succès, avec des les titres «*Milano*», «*Guérilla*», mais aussi et surtout «*Dalida*», en hommage à la chanteuse Dalida, et classé dans le top 10 mondial de «*Deezer*» à sa sortie. Le 14 mars dernier, moins d'un mois après le soulèvement populaire en Algérie, il sort le clip «*La Liberté*», d'une réadaptation d'une chanson (Ultima verba) du groupe de supporters Ouled El Bahdja de l'USM Alger, reprise par des milliers de manifestants en Algérie. Prochaine étape, que ses fans espèrent avec encore plus de succès, sa participation dans l'album de Black M, avec Niro, Koba LaD, Heuss L'Enfoiré et tant d'autres artistes. Baptisé «*Il était une fois*», cet album, qui devrait mélanger gros rap et sonorités beaucoup plus pop, comptera 17 titres et sortira le 13 septembre prochain. La journée d'aujourd'hui s'annonce grandiose. Que la fête soit !

A. S.

«Cinétoile»

Une nouvelle manière d'apprécier le cinéma

Une nouvelle manière d'apprécier le cinéma vient de faire son apparition à Alger. Il s'agit de «Cinétoile», une équipe qui propose une salle intimiste et un matériel très haut de gamme pour des projections à la pointe de la technologie. En effet, «Cinétoile» qui fait ses débuts sur le marché algérois n'a pas manqué d'orienter sa communication sur la qualité supérieure des projections qu'elle propose. Du Full HD 4K pour une expérience optimale, notamment concernant les films les plus récents à l'image de «*Avengers : Endgame*». Par ailleurs, les projections se déroulent dans une salle privée et intimiste au cercle sportif de Benaknoun, permettant une assise très confortable et un service à la carte que propose l'organisation. Pop-corn, café, soda et bien d'autres sont disponibles. **A. A.**

Initiative de l'Ambassade du Japon en Algérie

Semaine culturelle japonaise à Alger

La semaine culturelle japonaise est de retour pour une nouvelle édition annoncée pour le mois de novembre. Du 14 au 18 du mois, les intéressés peuvent en effet aller à la découverte de plusieurs événements liés à la culture japonaise et rencontrer des amateurs de la culture nippone. Initiative de l'Ambassade du Japon en Algérie, l'événement met en avant chaque année la culture du pays dans une ambiance conviviale et festive. Une entreprise qui ne manquera donc pas de ravir les très nombreux fans du Japon, notamment de sa culture populaire qui inclut les mangas, la J-Pop et bien d'autres. Plus de détails concernant cette semaine culturelle seront annoncés par l'Ambassade et communiqués très prochainement. À cet effet, l'Ambassade du Japon a lancé ainsi un appel à candidature pour le concours du meilleur discours en langue japonaise. Les intéressés devront choisir entre trois thèmes proposés : «Mon rêve», «Proverbe en japonais» et «Discours à sujet libre», avoir plus de 15 ans, ne pas être détenteur de la nationalité japonaise et ne pas avoir vécu plus de deux ans au Japon pour pouvoir participer. Seulement dix profils seront présélectionnés pour le concours. Ceux qui s'intéressent à cette aventure devront remplir un formulaire mis à leur disposition et joindre les pièces demandées avant le 3 octobre 2019.

R. C.

Musique

Mort de Fred Rister, compositeur de l'ombre de David Guetta

Le compositeur de musique électronique Fred Rister, à l'origine de tubes planétaires comme «*I Gotta Feeling*» des Black Eyed Peas et compositeur de l'ombre du DJ français David Guetta, est mort à l'âge de 58 ans, a-t-on appris mardi de sources concordantes. DJ, producteur et compositeur originaire de Dunkerque, dans le nord de la France, Fred Rister, de son vrai nom Frédéric Riesterer, a collaboré avec David Guetta depuis les années 2000 et co-écrit plusieurs grands succès, remportant notamment en 2010 un Grammy Award pour le titre «*When Love Takes Over*». «*Fils d'ouvrier tranquille, je décrochai un BP* (brevet professionnel) *de coiffure, gagnais ma vie, j'étais aimé de mes parents et bien sûr, quelque chose me manquait. C'est au Stardust, la boîte mythique de La Panne* (près de Dunkerque, en Belgique), *assis dans la cabine du DJ, qu'un soir tout changea. La musique, cette musique, me percuta pour la vie*», écrivait-il dans son livre «*Faire danser les gens*», paru en 2018 aux éditions Séguier. Il avait souffert de plusieurs cancers et arrêté ses traitements en 2017. Il est mort à l'hôpital de Tourcoing, près de Lille dans le nord de la France, selon David Guetta. «*C'était la personne la plus loyale que j'ai jamais rencontrée, et elles sont tellement rares dans ce monde, une personne si talentueuse, humble, généreuse et discrète*», a déclaré à l'AFP David Guetta. «*Au-delà de son talent c'était vraiment quelqu'un d'une rare gentillesse*». «*I Gotta Feeling*», resté 16 semaines numéro 1 aux Etats-Unis et «*When Love Takes Over*», en duo avec Kelly Rowland de Destiny's Child, ont «*changé*» la «pop musique», selon la star de l'électro. «*Je me souviens de chaque seconde, du choix des accords que l'on faisait ensemble au travail sur les batteries qui durait des heures, apprenant chacun grâce à l'autre*», a-t-il ajouté.

K. M.

AGEND'ART

Hôtel Méridien d'Oran
Samedi 24 août à 22h :
Concert de Manal Gherbi.
Stade du 20-Août (Alger)
Le 22 août :
L'Onda organise un concert de Soolking.
Opéra d'Alger Boualem Bessaih (Ouled Fayet, Alger)
27 août à partir de 21h :
Concert avec Naima Dziria et Hassiba Abderaouf.
Esplanade du port d'Azeffoun (Tizi-Ouzou)
Vendredi 23 août à 20h :
Concert de Mohamed Allaoua.
Billets disponibles à partir du 20 août au port d'Azeffoun. Prix : 500 DA.
Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 31 août :
Exposition de l'artiste Rahim Sadek.
Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)
Du 21 septembre au 20 octobre :
Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

CR Belouizdad

Amrani réitère son désir de partir

LE TECHNICIEN Abdelkader Amrani a brandi la menace de quitter son poste d'entraîneur du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), évoquant «*un environnement malsain*» dans lequel il ne peut pas travailler. «*Je n'ai pas envie de poursuivre ma mission avec le CRB. J'ai constaté des choses qui ne m'ont pas plu dans l'environnement du club. Je suis venu en tant qu'entraîneur propre, je préfère partir ainsi. Ce soir, il n'y avait pas de ramasseurs de balles, il fallait recourir à des enfants qui étaient assis en tribune. Ce n'est pas normal*», a indiqué Amrani lundi soir aux médias. Il s'exprimait à l'issue de la victoire de son équipe face au promu le NC Magra (2-1), en match disputé au stade du 5-Juillet, comptant pour la 2e journée du championnat. «*Je n'ai aucun problème avec quiconque. Tant que l'environnement du club est malsain, je préfère plutôt me retirer. Je salue les supporters du Chabab qui sont toujours derrière le club. Je suis quelqu'un qui a sa personnalité et sa conscience. J'ai tout donné pour le CRB, en travaillant corps et âme, mais il y a malheureusement des gens qui n'hésitent pas à te critiquer, alors qu'ils sont proches du club. Je vais bien réfléchir avant de prendre une décision finale*», a-t-il ajouté. De son côté, le directeur général sportif du CRB, Saïd Allik, s'est dit «*surpris*» par les propos de son entraîneur, tout en espérant qu'Amrani reviendra sur sa décision de songer à démissionner. Avec quatre points au compteur, le Chabab occupe provisoirement la tête du classement, conjointement avec le MC Alger, l'USM Alger, et la JS Kabylie. Engagé en Coupe de la Confédération, le CRB s'envolera cette semaine pour Ndjamena pour disputer le match (retour) du tour préliminaire face aux Tchadiens de l'AS Coton. Lors de la première manche disputée au stade du 5-Juillet, les «Rouge et blanc» l'ont emporté (2-0).

CAN 2019 (U23)/Qualification/ Algérie-Ghana

L'EN se prépare à Sidi Moussa

LA SÉLECTION algérienne des moins de 23 ans (U23) effectuera un stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) du 24 au 27 août, en prévision des prochaines échéances officielles, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) mardi. Le directeur des équipes nationales (DEN) et sélectionneur des U23, le Français Ludovic Batelli, a convoqué 23 joueurs évoluant en Ligues 1 et 2 pour prendre part à ce regroupement. Les partenaires du gardien Sifour avaient effectué un double stage de préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi-Moussa (Alger) puis à Sétif du 28 juillet au 2 août ponctué par un match amical contre l'ES Sétif (2-1). Les coéquipiers de Zorgane préparent la double confrontation face au Ghana, comptant pour le 3e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 des moins de 23 ans. Le match aller aura lieu à Kumasi alors que le match retour est prévu à Sétif. Les deux rencontres auront lieu au mois de septembre. L'Algérie s'est qualifiée au 3e et dernier tour en dominant la Guinée Equatoriale (0-0, 3-1), tandis que le Ghana a surclassé le Gabon (4-0, 0-0). La phase finale de la CAN des U-23 aura lieu en Egypte du 8 au 22 novembre avec la participation de 8 pays. Les trois premiers se qualifieront pour le tournoi des Jeux Olympiques Tokyo-2020.

Liste des joueurs retenus : Sifour Abdelmoumen (USM Alger), Boukhalfaya Zakaria (NA Husseïn-dey), Mekreche Yahia (JSM Béjaïa), Bouguera Aymen (Paradou AC), Gatal Oussama (CA Bordj Bou Arréridj), Hais Benderrouya Rayen (CR Belouizdad), Anis Khemaissia (USM Alger), Tougai Mohamed Amine (NA Husseïn-dey), Haddad Mouad (JSM Skikda), Azzi Imad-Eddine (NA Husseïn-dey), Hamra Abderrahime (USM Alger), Douar Youcef (Paradou AC), Farhi Brahim (JS Saoura), Benhamouda Billel (USM Alger), Belarbi Kamel (USM Alger), Boudaoui Hicham (Paradou AC), Zorgane Adem (Paradou AC), Bousseliou Khaled (CR Belouizdad), Saadi Ismaïl (WA Tlemcen), Ghilas Guenaoui (Paradou AC), Mahious Aymen (USM Alger), Messaoudi Billel (WA Tlemcen), Zakaria Benchaa (USM Alger).

SPAL

Mohamed Farès a subi une intervention

LE DÉFENSEUR international algérien de SPAL (Serie A italienne de football), Mohamed Farès, victime d'une rupture du ligament antérieur du genou gauche, a été opéré avec succès, a indiqué l'intéressé ce mardi sur son compte officiel Instragram. «*Opération réussie, prêt à travailler pour revenir plus fort qu'avant*», a-t-il affirmé. Incorporé à la 77e minute de jeu lors du match amical disputé face à Cesena jeudi 8 août (3-2), Mohamed Farès a quitté la pelouse quelques minutes plus tard, après avoir ressenti des douleurs au niveau de son genou. La période de son indisponibilité pourrait s'étaler jusqu'à 6 mois. Le joueur qui bénéficiait d'un bon de sortie, était en négociations avancées avec l'Inter Milan. Le joueur âgé de 23 ans figurait parmi les 23 joueurs de l'équipe nationale, retenus pour la dernière CAN-2019 remportée par les Verts en Egypte. Il n'a été titularisé qu'une seule fois dans le tournoi, lors du match face la Tanzanie (3-0), dans le cadre de la 3e et dernière journée de la phase de poules.

AS Monaco

Islam Slimani arrive en prêt

■ L'international algérien Islam Slimani (31 ans), qui est encore sous contrat avec Leicester jusqu'en 2021, a opté l'AS Monaco, où le club de Premier League l'a prêté avec option d'achat. Champion d'Afrique des nations avec les Verts, Slimani avait été prêté les deux dernières saisons par Leicester à Fenerbahçe et à Newcastle.

Slimani se relancera avec l'équipe de la Principauté

Ph. > D. R.

Par Mahfoud M.

Le nom de l'ancien joueur du CR Belouizdad avait été évoqué à l'ASM il y a plusieurs mois, mais il avait récemment disparu des radars. La piste a été relancée à la demande de Leonardo Jardim, qui avait été son entraîneur au Sporting durant la saison 2013-2014. Il le connaît donc très bien et souhaitait vivement qu'il l'aide à régler ce problème de l'inefficacité de l'attaque, surtout depuis le départ du Colombien Radamel Falcao, même si la direction du club français tient à préciser que les dossiers n'ont rien à voir. Le buteur des Verts dispose donc d'une belle occasion pour relancer sa carrière, lui qui avait souffert à Fenerbahçe, où il n'avait pas réussi à s'imposer et avait joué l'une des plus mauvaises saisons de sa carrière. L'attaquant algérien avait même été laissé de côté par le staff technique turc qui ne l'utilisait plus, sachant qu'il avait raté plusieurs occasions de se mettre en valeur. D'ailleurs, Fenerbahçe qui croyait avoir fait la bonne affaire en le recrutant à titre de prêt de Leicester City, a décidé enfin de compte de ne pas lever l'option d'achat. La balle est maintenant dans le camp de Slimani qui doit se donner à fond s'il souhaite relancer sa carrière, ou plus explicitement la terminer en beauté puisqu'il peut aller jusqu'à trois saisons supplémentaires s'il a une bonne hygiène de vie. Il pourra aussi garder espoir de figurer en équipe nationale, puisqu'il sera toujours en contact avec le haut niveau.

M. M.

Football féminin

L'EN bat le Mali

LA SÉLECTION algérienne féminine de football (U-20) a remporté son premier succès au tournoi des Jeux africains-2019 au Maroc (19-31 août), en battant difficilement le Mali sur le score d'un but à zéro, mi-temps 1-0, mardi, pour le compte de la seconde journée du groupe A, composé également du Maroc et de la Guinée Equatoriale. Grâce à cette victoire, les protégées de l'entraîneur nationale Naïma Laouadi marquent leurs trois premiers points, après la défaite enregistrée face au Maroc (3-2), vendredi, lors de la 1re journée. Ce bon résultat a permis à l'Algérie de rejoindre à la 1re place le Maroc et le Mali (3 points). Lors de la première journée, le Mali avait marqué trois points sans jouer contre la Guinée équatoriale qui avait déclaré forfait, avant d'affronter le Maroc, vendredi prochain pour la victoire qui est impérative pour les Maliennes afin d'espérer être parmi les deux premières du groupe pour passer aux demi-finales, prévues le 26 août. Alors que l'Algérie s'est assurée les trois points du prochain match qui devrait l'opposer à la Guinée équatoriale, présente sur le programme du tournoi élaboré par le COJA, mais absente sur le terrain. Le groupe B est composé, quant à lui, du Cameroun, de la Zambie, de l'Afrique du Sud et du Nigeria.

Jeux Africains-2019 (Handball-Messieurs)

La sélection débute bien face au Burkina Faso

L'ÉQUIPE nationale algérienne messieurs de handball a bien entamé le tournoi des 12es Jeux africains à Rabat (19-31 août), en battant son homologue du Burkina Faso 31-26, mardi, pour le compte de la première journée du groupe B, composé aussi de l'Angola, du Nigeria et de la RD Congo. Les coéquipiers de Khayreddine Ramache étaient menés au score en première période 13-14, avant de revenir progressivement durant la seconde manche pour remporter la partie avec un écart de 5 buts (31-26). La seconde rencontre du groupe, oppose (en ce moment), l'Angola au Nigeria, alors que la RD Congo est exempte de la 1re journée. Le groupe A est constitué du Maroc, Zambie, Egypte et Guinée.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Hadj 2019

22 pèlerins algériens décédés

UN NOUVEAU décès a été enregistré hier parmi les pèlerins algériens aux Lieux saints, portant le nombre total de décès depuis le début du hadj 2019 à vingt-deux, a indiqué le chef de la Mission médicale. Il s'agit de Boutadjine Fatma-Zohra, née le 22 novembre 1957 à El-Biar et résidant dans la commune de Chéraga dans la wilaya d'Alger, décédée à l'hôpital «Ennour» à La Mecque, a précisé le Dr Mahmoud Dahmane, ajoutant que la défunte souffrait d'un cancer du sein métastatique. Par ailleurs, dix-sept pèlerins algériens sont toujours hospitalisés en Arabie saoudite, selon la même source. **R.N.**

Présidentielle en Tunisie

Chahed renonce à sa nationalité française

LE CANDIDAT à l'élection présidentielle anticipée, Youssef Chahed, actuel Chef du gouvernement tunisien, a annoncé avoir renoncé à sa deuxième nationalité pour pouvoir se présenter à ce scrutin prévu en septembre, ont rapporté hier des médias locaux. Cette information a été communiquée par M. Chahed, dans un post publié sur sa page facebook, a indiqué l'agence TAP. Dans ce post, l'actuel Chef du gouvernement a écrit que «*l'article 74 de la Constitution stipule que tout candidat à la présidence de la République titulaire d'une autre nationalité doit présenter un engagement d'abandon de la deuxième nationalité à l'annonce de son élection*», a ajouté la même source. M. Chahed a expliqué, également, qu'il avait obtenu sa deuxième nationalité «*comme des centaines de milliers de Tunisiens ayant résidé et travaillé à l'étranger*». Il a invité, en outre, tous les candidats à la présidentielle se trouvant dans cette situation à faire de même. D'autres candidats à la présidentielle sont également titulaires d'une double nationalité. Il s'agit notamment de Hechmi Hamdi, président du Courant Al-Mahaba et Mehdi Jomaâ, président du parti Al-Badil et ancien chef de gouvernement, a fait savoir l'agence TAP, précisant que M. Jomaâ s'était engagé, lors du dépôt de sa candidature à abandonner sa deuxième nationalité en conformité à la Constitution et à la loi électorale.

MDN/ Lutte antiterrorisme

Deux bombes artisanales détruites à Médéa

DEUX bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites, mardi à Médéa, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «*Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 20 août 2019, deux bombes de confection artisanale à Médéa*», précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «*des détachements de l'ANP et des garde-frontières ont arrêté à In-Guezzam et Tamanrasset treize individus et ont saisi neuf groupes électrogènes, huit marteaux piqueurs, dix pompes ainsi que deux véhicules tout-terrain*» ajoute le communiqué, soulignant qu'«*un détachement de l'ANP a arrêté un contrebandier à El-Oued et saisi* (10 092) *unités de différentes boissons*». Par ailleurs, et «*dans la dynamique des opérations visant à contrecarrer la propagation du fléau des drogues dans notre pays, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté une quantité importante de kif traité, à Tlemcen s'élevant à* (400) *kilogrammes*», a conclu le communiqué. **R.N.**

La daïra de Bouzeguène refuse d'organiser un tir sportif

La Fédération de chasse de Tizi Ouzou dénonce

■ *Les adhérents affiliés à la Fédération de chasse de la wilaya de Tizi Ouzou de la région de Bouzeguène viennent d'être privés d'un tir sportif initialement prévu pour avant-hier suite au refus tardif des services de la daïra.*

Par Hamid Messir

Et pourtant, l'association de chasse «Thizgui» de Bouzeguene avait introduit une demande dans les délais réglementaires voire même plus puisque celle-ci a été transmise en date du 31 juillet. Mais à la surprise des chasseurs de cette région, le refus d'organiser cette activité inscrite dans le cadre de la célébration de la date historique du 20 août leur est parvenue la veille au motif d'«*absence d'un espace approprié et sécurisé*», comme mentionné dans la réponse du chef de daïra dont nous détenons une copie. La Fédération des chasseurs de la wilaya de Tizi Ouzou a, dans un communiqué parvenu à notre rédaction, dénoncé ce qu'elle qualifie de «*blocage arbitraire*» et souligne qu'aucune visite du site proposé pour abriter cette activité n'a été effectuée en présence de ses responsables. «*Nonobstant les préparatifs engagés depuis des semaines pour la réussite de cet événement, ceci met l'association dans l'embarras vis-à-vis des participants, des moudjahidine invités, autorités locales et des nombreux invités conviés à cette célébration*», lit-on dans le même document sans manquer de signaler que «*ce genre d'événement est organisé fréquemment par de nombreuses associations de chasse à travers le territoire national sans aucune entrave*». **H. M.**

Lutte contre la criminalité

11 personnes interpellées dans différentes wilayas du pays

Onze personnes ont été interpellées dans différentes wilayas du pays par les services de la Gendarmerie nationale pour divers délits, notamment trafic de drogue et contrebande, a indiqué hier un communiqué de ce corps de sécurité. Dans la wilaya de Ouargla, les gendarmes du groupement territorial ont interpellé, lors d'une patrouille exécutée sur la déviation de poids lourds reliant Rouisset à la RN.56, trois personnes âgées entre 18 et 25 ans, à bord d'un véhicule, en possession de 185 grammes de kif traité, 40 comprimés de psychotropes, 4 téléphones portables et la somme de 23 500 DA représentant le revenu de vente la illicite de ces substances. Lors d'un service de police de la route exécuté sur la RN.118 reliant Tinerkouk à El-Bnoud (El-Bayadh), les gendarmes du groupement territorial d'Adrar ont interpellé un individu âgé de 42 ans transportant à bord d'un véhicule 1 566 bouteilles de boissons alcoolisées destinées à la vente clandestine. Agissant sur renseignements, les gendarmes du groupement territorial d'El-Oued ont interpellé, lors d'une patrouille sur la RN.48 reliant El-Oued à Biskra, un individu âgé de 41 ans transportant à bord d'un camion 9 408 cannettes de bière et 684 bouteilles de liqueur destinées à la vente clandestine. Les gendarmes du même groupement ont, par la suite, interpellé au centre-ville de Guemar son acolyte âgé de 30 ans qui lui servait d'éclaireur à bord d'un véhicule. Agissant également sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes du groupement territorial de Tlemcen ont interpellé un individu âgé de 38 ans et saisi dans son entrepôt 3 661 cartouches de cigarettes, 1 300 sachets de tabac à chiquer et 1 620 pastilles aromatisées pour narguilé destinés à la contrebande. Dans la wilaya d'El-Tarf, les éléments de la Gendarmerie nationale ont interpellé à hauteur d'un barrage dressé sur la RN.16 reliant El-Tarf à Annaba, une personne âgée de 28 ans, à bord d'un véhicule, en possession de 80 cartouches de calibre 12 détenues illégalement. Par ailleurs, à Alger, le centre des opérations du groupement territorial de la Gendarmerie nationale a été contacté sur le numéro vert «10-55» par un citoyen signalant que 3 malfaiteurs étaient en train de voler un camion. Aussitôt alertés, les gendarmes se sont déplacés sur les lieux où ils ont interpellé les mis en cause âgés entre 21 et 25 ans et qui étaient sur le point de quitter les lieux à bord d'un véhicule. **Adel Y.**

Afrique du Sud

La justice interdit d'arborer le drapeau de l'époque de l'apartheid

LA JUSTICE sud-africaine a interdit hier de déployer en public le drapeau de l'époque de l'apartheid, assimilé à une «*incitation à la haine à l'égard de la communauté noire*». Le juge Phineas Mojapelo, de la Haute-Cour de Johannesburg, a qualifié de «*raciste et discriminatoire*» le fait d'arborer ce drapeau, tout en laissant ouverte la possibilité de le faire pour des motifs artistiques ou éducationnels. Ceux qui agitent ce drapeau en public «*veulent rappeler aux Noirs l'oppression, l'humiliation, la déshumanisation dont ils se sont libérés et qu'ils ne veulent pas revivre*», a expliqué le juge. «*Ils veulent choquer, meurtrir et inciter à la haine contre les Noirs*», a-t-il ajouté dans son arrêt, répondant à une requête de la Fondation Nelson Mandela, qui avait saisi la justice après une manifestation en octobre 2017 de fermiers blancs dénonçant le meurtre des leurs, au cours de laquelle le drapeau avait été arboré. De 1928 à 1994, l'Afrique du Sud avait comme emblème national les trois couleurs horizontales orange, blanche et bleue, avec sur la bande centrale les drapeaux britannique, de l'ancienne république du Transvaal et de l'ex-Etat libre d'Orange. Ce drapeau, qui symbolisait originellement l'union des communautés blanches afrikaner et anglophones, avait fini par être associé au régime d'apartheid de ségrégation raciale mis en place à partir de 1948. **Sonia T.**